



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34, avenue du Maréchal Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 23/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPC FRANCE

4 rue de Saint-Martin
(Dépôt de Cigogné)
13310 Saint-Martin-De-Crau

Références : 2025/326 et VAT20250162
Code AIOT : 0010000706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Le Grand Bouchet (Bureaux : 68 rue de la Varenne - 37150 Bléré) 37310 Cigogné. L'inspection a été annoncée le 03/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- Le Grand Bouchet (Bureaux : 68 rue de la Varenne - 37150 Bléré) 37310 Cigogné
- Code AIOT : 0010000706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de Cigogné de la société EPC France est spécialisé dans le stockage et la distribution de produits explosifs à usage civil (dans les secteurs du BTP et des carrières).

Compte-tenu des quantités de matières actives stockées, le dépôt qui comprend 2 bâtiments relève de la Directive SEVESO avec le statut "Seuil Haut" (par dépassement direct du seuil pour la rubrique ICPE n°4220).

Les activités du dépôt EPC France de Cigogné sont réglementées par les prescriptions des actes administratifs suivants :

- AP du 14/10/2010 supprimant la totalité des articles des trois arrêtés précédents et autorisant la société à poursuivre l'exploitation de son dépôt de matières explosives ;
- APC du 15/11/2011 autorisant le changement d'exploitant et imposant la constitution de garanties financières "Seveso" ;
- APC du 30 novembre 2015 (abrogeant l'arrêté préfectoral du 13 avril 2015) fixant des prescriptions complémentaires ;
- Courrier préfectoral du 5 décembre 2018 actant la rubrique 4000.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Explosifs
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Livraison des détonateurs	AP Complémentaire du 30/11/2015, article 4 - 8 ème alinéa	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	POI / dispositions matérielles et organisationnelles premiers prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V point i)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 1.5.3		
2	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.3.4	/	Sans objet
3	Eclairage des locaux	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.2.4	/	Sans objet
5	Etat des Matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.7.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Protection des populations	Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 7.7.4.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Garanties financières "Seveso"	AP Complémentaire du 15/11/2011, article 3 et 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 1.5.3
Thème(s) : Autre, Matériels abandonnés
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : Lors de la visite (dépôt A et dépôt B), aucun équipement abandonné n'a été constaté au sein des installations. En particulier, l'ancienne sirène qui a fait l'objet d'un remplacement a été évacuée. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection

Prescription contrôlée :

[...]

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les 2 ans par un organisme compétent.

Toutes les vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées par des compteurs de coup de foudre conforme au guide UTE C17-106. Ceux-ci sont relevés de manière mensuelle. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

Constats :

Les 2 derniers rapports de contrôle des installations de protection contre la foudre ont été examinés. Ces rapport sont les suivants :

- Rapport DEKRA correspondant à une vérification visuelle réalisée le 08/02/2024.
- Rapport DEKRA correspondant à une vérification complète réalisée le 05/02/2025.

Les conclusions de ces 2 rapports sont identiques et indiquent :

" Aucune observation constatée. L'installation de protection contre la foudre est correctement maintenue en état de conformité et de conservation".

Lors de la visite des dépôts A et B, la présence de compteurs de coup de foudre a été constatée (les compteurs sont de type mécanique). Pour le dépôt B, la visite a permis de relever le compteur du dépôt qui indiquait "0" (aucun impact de foudre enregistré).

Pour information, dans le rapport de la visite DEKRA du 05/02/2025, il est précisé pour les descentes des PDA des compteurs indiquant "0".

Lors de la visite, l'exploitant a présenté son relevé mensuel des compteurs foudre, le dernier relevé date du 28/02/2025.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eclairage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Indice de protection des matériels

Prescription contrôlée :

Le système d'éclairage des dépôts A et B est électrique et est classé a minima IP55.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que les dépôts A et B sont équipés de réglettes d'éclairage de type LED.</p> <p>L'exploitant a précisé que ces matériels de marque PHILIPS ont été mis en place en 2020. Sur la facture présentée en inspection, il est noté que les matériels sont classés IP 65.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Livraison des détonateurs

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/11/2015, article 4 - 8 ème alinéa</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Quantités maximales admises en livraison</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la quantité de détonateurs présents dans le camion de livraison ne dépasse jamais 50 kg au moment de la livraison des détonateurs, en toute circonstance. Notamment, avant chaque admission d'un camion de livraison de détonateurs sur le site, l'exploitant doit s'assurer du respect de cette prescription, il tient à disposition de l'inspection des installations classées tout document pouvant attester du respect de cette prescription.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier bon de livraison du dépôt (détonateurs et explosifs). Le bon de livraison présenté date du 18/02/2025. Les quantités figurant sur le bon et les données caractéristiques des produits sont placées en annexe confidentielle et permettent de conclure que la quantité approvisionnée le 18/02/2025 est très largement inférieure à 50 kg de matière active pour les détonateurs. Dans l'étude de dangers du site "version 5 de juillet 2014" il est indiqué : "Le véhicule effectuant l'approvisionnement des dépôts ne peut partir de l'usine de fabrication qu'avec un maximum de 9000 kilos pour effectuer sa tournée d'approvisionnement (PTAC du véhicule). Le véhicule part chargé uniquement des quantités commandées par les dépôts qu'il livre. L'approvisionnement en détonateurs du dépôt de BLERE est effectué en fin de tournée des dépôts de l'ouest par ce véhicule dédié à cette livraison depuis l'usine d'HERY. La quantité de détonateurs alors présente est conforme à la commande faite par le dépôt et inférieure à 50 kg de masse nette d'explosif".</p> <p>Sur la base des données sur les produits figurant en annexe confidentielle et des données susvisées (PTAC de 9000 kg pour le véhicule de livraison des détonateurs et organisation de la tournée), le véhicule de livraison dont la charge utile n'est pas précisée ne devrait à priori jamais contenir plus de 50 kg de masse nette de matière active à chaque livraison, l'exploitant doit cependant le justifier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Etat des Matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées.
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 16/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas</p>

échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Constats du 19/03/2024 :

Lors de l'inspection du 19/03/2024, il avait été constaté que l'exploitant disposait d'un état détaillé des matières stockées pour chacun des 2 bâtiments, et ces états étaient mis à jour à chaque mouvement de produit, soit quasiment à une fréquence quotidienne.

Cependant l'exploitant n'avait pas été en mesure de produire à la demande de l'inspecteur, pour répondre aux besoins d'information de la population, un état synthétique des matières stockées. Dans sa réponse du 19/04/2024, après avoir justifié disposer d'un état détaillé des produits stockés dans chaque bâtiment, l'exploitant a produit un extrait synthétique (simplifié) de l'état de ses stocks au 19/03/2024 pour le dépôt A. Cet état reprend simplement la conclusion de l'état détaillé.

Constats du 12/03/2025 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté, pour chacun des bâtiments, un état détaillé des stocks et précisé qu'à partir de ces états il pouvait produire très rapidement à la demande du préfet, un état synthétique (vulgarisé) des stocks comme celui figurant dans sa réponse du 19/04/2024.

En outre, lors de la visite, une vérification de l'adéquation entre l'état papier des stocks présenté et les quantités réellement présentes, pour un produit, a été réalisée. Le résultat de ce contrôle satisfaisant est placé en annexe confidentielle.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/06/2024

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans l'étude des dangers.

Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu:

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ou des autres services d'urgence concernés avec une description des dangers pour chaque local;
- une ressource en eau de 120 m3 destinée à l'extinction (réserve d'eau ou tout autre moyen

équivalent assurant la même capacité d'extinction). Ces équipements sont accessibles et utilisables à tout moment et en toute circonstance. Ils disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m³/h.

- d'extincteurs à eau pulvérisée, placés sur chaque dépôt à l'extérieur des bâtiments (2 extincteurs minimum par dépôt) et au niveau de l'aire de stationnement des camions (1 extincteur);
- de bacs à sable et de battes à feu, placés à proximité de chaque dépôt.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

[...]

L'ensemble des moyens de secours fait l'objet d'une vérification annuelle.

[...]

Les opérations d'entretien périodique sur le matériel de lutte contre l'incendie sont effectuées, enregistrées et tenues à disposition des services de protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Le personnel intervenant sur l'établissement est formé à la première intervention en cas d'incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau extérieure à l'établissement, celle-ci doit être située à 1800 m au plus du dépôt A [soit à l'intérieur de la zone couverte par le plan particulier d'intervention (PPI)]. Dans ce cas, l'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de cette réserve. A défaut, l'exploitant met en œuvre les moyens compensatoires équivalents en propre

Constats :

Constats du 19/03/2024 :

Lors de l'inspection du 19/03/2024, il avait été acté que les extincteurs poudre ABC présents sur le site, même s'ils n'étaient pas conformes à ceux prescrits (extincteurs à eau pulvérisée) étaient capables d'éteindre plus de types de feu que les extincteurs à eau pulvérisée prescrits. Cependant, il avait été demandé à l'exploitant de porter ce changement de type d'extincteurs à la connaissance du préfet.

Constats du 12/03/2025 :

Le 12 mars 2025, l'exploitant a indiqué ne pas avoir encore porté à la connaissance du préfet le changement de type d'extincteurs présents sur le site, mais que l'information allait être réalisée. Par un courrier en date du 07/04/2025, l'exploitant a réalisé le porter-à-connaissance demandé auprès du préfet d'Indre-et-Loire.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des populations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 7.7.4.1

Thème(s) : Autre, Moyens de diffusion de l'alerte

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 16/06/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les moyens de diffusion de l'alerte de la population définis par le plan particulier d'intervention en vigueur.</p> <p>Ces moyens de diffusion de l'alerte sont commandés, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement.</p> <p>Ils sont secourus par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. Cette garantie doit être attestée par le fournisseur et le constructeur.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir ces moyens dans un bon état d'entretien et de fonctionnement. A cette fin, ils sont régulièrement testés.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats du 19/03/2024 :</u></p> <p>Lors de l'inspection de 2024, l'exploitant avait indiqué qu'il étudiait les propositions de remplacement de la sirène PPI par un modèle plus récent. Le remplacement envisagé résultait du fait que l'exploitant, suite à l'inspection de 2023, n'avait pas été en mesure de produire l'attestation du fournisseur et du constructeur du matériel en place, garantissant qu'il pouvait continuer à fonctionner en cas de coupure de l'alimentation électrique principale.</p> <p>Dans sa réponse à l'inspection de 2024, l'exploitant avait indiqué avoir fait le choix de l'entreprise KMSecur pour le remplacement de sa sirène.</p> <p><u>Constats du 12/03/2025 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté le remplacement de la sirène (mise en place le 07/01/2025) et l'exploitant a produit une attestation de garantie de bon fonctionnement du matériel en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. L'attestation en date du 07/01/2025 est établie par la société KMsecur.</p> <p>L'autonomie de la sirène telle que décrite dans l'attestation est de 12 heures hors secteur avec 2 cycles d'alerte et un cycle de fin d'alerte hors secteur, ce qui correspond sensiblement à 15 minutes de diffusion de l'alerte.</p> <p>Lors de l'inspection, un test concluant de démarrage de la sirène depuis l'armoire située sur le site de Cigogné a été réalisé. L'exploitant a indiqué que la sirène pouvait également être commandée à distance par téléphone et qu'il était envisagé la mise en place d'un dispositif de commande physique depuis les bureaux de Bléré.</p> <p>Concernant l'entretien du matériel, l'exploitant a indiqué qu'un contrat de maintenance avait été signé avec KMSecur, et que ce contrat prévoyait un changement des batteries tous les 4 ans.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Garanties financières "Seveso"

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2011, article 3 et 6
Thème(s) : Autre, Montant des garanties financières "Seveso" et actualisation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/06/2024

Prescription contrôlée :

Art 3 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières est fixé à 122 000 (cent vingt deux mille) euros.

Le calcul des garanties financières est fait suivant les dispositions prévues dans la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997 relative aux garanties financières pour les installations figurant sur la liste prévues à l'article L.515-8 du code de l'environnement.

Art 6 : ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Constats :

Constats du 19/03/2024 :

Lors de l'inspection du 19/03/2024, il avait été constaté que le montant des garanties financières du site de Cigogné n'avait pas été actualisé. Aussi, il était demandé à l'exploitant de l'actualiser et de transmettre un nouvel acte de cautionnement du montant actualisé.

Dans sa réponse du 19 avril 2024, l'exploitant avait indiqué qu'il demandait au groupe EPC l'actualisation des montants de chaque dépôt avant le 31 mai 2024.

Constats du 12/03/2025 :

Par un courrier du 20 juin 2024, l'exploitant a transmis à la préfecture d'Indre-et-Loire un acte de cautionnement mutualisé et actualisé portant sur un montant minimum cautionné de 140 835 €. Cet acte daté du 11 juin 2024 couvre la période du 1er septembre 2024 au 31 août 2027.

Par un second courrier du 28 février 2025, l'exploitant a transmis en préfecture d'Indre-et-Loire un nouvel acte de cautionnement mutualisé et actualisé annulant l'acte précité.

Cet acte en date du 7 février 2025 porte sur un montant de 140 835 € pour la période du 01/09/2024 au 31/01/2025 et de 153 805 € pour la période du 01/02/2025 au 31/08/2027.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : POI / dispositions matérielles et organisationnelles premiers prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V point i)

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/03/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/06/2024

Prescription contrôlée :

" Annexe V - Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : [...] i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023

Constats :

Constats du 19/03/2024 :

Lors de l'inspection du 19/03/2024, l'exploitant avait indiqué que même si un guide professionnel était sorti en juin 2023, il éprouvait des difficultés pour trouver un prestataire pouvant répondre en termes de moyens humain et matériel à la prescription relative à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux concernant les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.

Constats du 12/03/2025 :

Le POI de l'établissement a été mis à jour en octobre 2023 et cette version comprend la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que pour l'ensemble de ses sites un contrat national avec SOCOTEC était sur le point d'être signé et que, une fois signé, SOCOTEC établira pour chaque site une organisation (moyens humain et matériel) qui sera intégrée au POI et qui permettra de réaliser les premiers prélèvements environnementaux.

Concernant le dépôt de Cigogné, l'exploitant a précisé que le POI mis à jour de l'organisation précitée pourrait être finalisé avant le fin de l'année 2025.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a précisé par un courriel du 08/04/2025 transmis à l'inspection des installations classées que le contrat avec SOCOTEC avait été signé le 14 mars 2025.

L'exploitant doit compléter son POI par les dispositions contractées avec SOCOTEC, adaptées au site de Cigogné, et concernant la réalisation des premiers prélèvements environnementaux sur les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois